

Les membres de l'association vont choisir la future action de l'ASSOCIATION POUR UNE DEMOCRATIE DIRECTE

Bonjour,

Il y a un mois, l'association constituait son premier groupe de lecture pour filtrer les propositions d'action postées par des internautes.

Chaque personne du groupe a pris son rôle très au sérieux, argumentant chacun de ses choix.

Je tiens donc à remercier vivement Anne-Sophie, Maud, Priscilla, Dominique, Michel et Loïc, qui ont permis d'établir la liste de propositions qui sera prochainement soumise aux votes de tous les adhérents.

Bon vote !

DES PROPOSITIONS

Le groupe de lecture a filtré les propositions qui respectaient les fondamentaux de l'association :

- Liberté, Égalité, Fraternité,
- portée nationale,
- Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen,
- respect de la loi.

Si certaines propositions proches ont été regroupées, aucune n'a été reformulée. Il appartiendra donc aux futurs membres des commissions d'élargir ou de préciser, si nécessaire, les actions sélectionnées.

Les propositions portent sur des sujets variés : décentralisation, transparence, économie, élections, retraite, impôts, formation, écologie, éducation...

DES VOTES

Pour voter, il faut être adhérent de l'association, à jour de sa cotisation à la date du 20 janvier 2014 et voter **avant le 25 janvier 2014**.

Pour l'ensemble des 13 propositions, chaque membre de l'association dispose d'un capital de 5 points qu'il peut distribuer à sa guise, soit en mettant les 5 points sur une même proposition, soit en les répartissant sur plusieurs propositions. L'important est que la somme des points distribués soit égale à 5.

Afin de vérifier que chaque vote a bien été pris en compte, **un tableau récapitulatif indiquera le vote de chaque membre**, identifiable grâce au numéro d'adhésion.

SI VOUS N'ETES PAS MEMBRE DE L'ASSOCIATION, VOUS POUVEZ CONSULTER LES PROPOSITIONS SUR NOTRE SITE

Propositions retenues pour 2014

A

Notre belle capitale Paris est en train d'imploser à cause de la surpopulation. Les gouvernements successifs envisagent le « Grand Paris », mettent encore plus de moyens pour cette surpopulation. L'État doit montrer l'exemple... en décentralisant ses ministères en province : Lyon est à 1h30 de TGV de la capitale, Reims à 40min, Le Mans à 1h, Lille à 1h ! Cela stimulerait la croissance des autres villes de France et réduirait celle de Paris...

Je propose qu'une loi dispose qu'à chaque déménagement ou création d'entité administrative, ce déménagement ou cette création se fasse dans une zone défavorisée. Cela permettrait de revitaliser ces zones par l'installation de personnel et de liens numériques, ainsi qu'à diminuer le coût des locations. En effet, la plupart des ministères et autres entités administratives sont à Paris.

B

Déterminer précisément le montant de la « cagnotte » du Sénat et faire en sorte que celui-ci la reverse au budget de l'État (comme l'a déjà fait l'Assemblée nationale). Cette cagnotte, constituée par des budgets successifs toujours excédentaires, n'a pas lieu d'être.

C

Mettre en place une taxe « Tobin » comme aux USA, GB... Mais de 5 % en France sur les hyper profits boursiers ou immobiliers même locatifs.

D

Diminution de la durée des mandats des élus locaux, limitation à deux mandats successifs et possibilité de se représenter après une période qui reste à définir.

Création d'une CHARTRE DE L'ÉLU signée OBLIGATOIREMENT par TOUT CITOYEN qui sera candidat à une élection (maire, député, etc). Le PRÉAMBULE de cette charte serait : LA POLITIQUE N'EST PAS UNE PROFESSION MAIS UN ACTE VOLONTAIRE ET LIMITÉ DANS LE TEMPS OFFERT À CHAQUE CITOYEN FRANÇAIS MAJEUR. La durée des mandats : deux de 5 ans. Non cumul : mandat unique. Pendant le mandat : une seule indemnité et SUSPENSION des salaires précédents.

Votez pour la future action de l'association sur le site internet avant le 25 janvier 2014 !

E

Réduction drastique du nombre des élus (exemple : 300 Députés au lieu de 577 actuellement).

Réduire le nombre d'élus en transférant les compétences du Conseil Général au Conseil Régional et en supprimant ensuite les Conseils Généraux. Cela permettrait de commencer enfin à réduire le mille-feuilles : communes, communautés de communes ou d'agglomérations, départements, régions, France, Europe... sans compter les Pays et les Syndicats intercommunaux.

F

Corriger les écarts qui deviennent insupportables entre l'homme politique et le citoyen sur différents domaines : exemple sur les retraites limiter les notions de cumuls de droits ou aménager les règles d'acquisition de droits. Être « homme politique » ce n'est pas profiter de rentes de situation et faire tout pour les conserver, mais œuvrer profondément pour le bien public.

Faire une réforme des retraites complète, à savoir que l'on supprime les régimes spéciaux : les politiques parlent tous d'égalité, mais qu'ils la mettent en pratique, déjà eux-mêmes.

Faire une lettre d'intention pour que chaque homme et femme politique (sénateur, député, membre du gouvernement) cotise au régime général ? Si j'avais une telle lettre je la présenterais à chacun des prochains candidats pour la députation...

G

Bonjour, il y a quelque temps j'ai cherché à avoir tous les comptes de l'État. C'est-à-dire tout ce qui est acheté avec notre argent. Restaurant, cigares, douches, voyages... Le but était d'agréger ces informations sur un site et d'en ouvrir l'accès à tous (via une API) afin de pouvoir faire des vérifications sur ce qui est fait de notre argent. Seulement, je n'ai pas trouvé de moyen d'obtenir ces informations. Je trouve ça assez anormal puisque c'est notre argent de savoir l'utilisation qui en est faite non ? Peut-être que je n'ai pas trouvé les bons endroits où chercher. J'ai seulement trouvé un début sur le site de la Cour des comptes dans des pdf imbitables... Ce que je souhaite c'est l'ouverture de ces données.

www.pour-une-democratie-directe.fr

H

Imposition sur le revenu des indemnités Députés et Sénateurs, actuellement ne paient que CSG et RDS.

I

Réforme du Fonds National de la Formation professionnelle : 26 milliards d'euros, dont 13 % seulement vont aux salariés ou chômeurs pour de la formation. Le reste est pillé par les syndicats de salariés, patronaux, partis politiques etc... scandaleux si on réécoute les campagnes des candidats à la Présidentielle, ils parlent tous de formation, mais on n'en a jamais aussi peu fait de vraies.

J

Dans la situation actuelle, où nous sommes en crise, où il faut faire des économies, où les communes ont des difficultés financières et sont obligées tous les ans de nous augmenter les impôts locaux pour faire face à leur dépenses souvent excessives et quelques fois non justifiées. Il me semblerait judicieux que dans toutes les villes et villages de France l'éclairage des rues soit modifié, par exemple à partir de 22h00 il pourrait y avoir une lampe sur 2 voire sur 3 d'allumée. Alors que quelques fois elles sont même allumées en plein jour !!!!

K

Faire appliquer la Constitution au Sénat en interdisant le vote de groupe qui autorise un sénateur à voter pour tous les autres sénateurs de son groupe : un sénateur peut ainsi voter pour plus d'une centaine de sénateurs absents alors même que la Constitution ne l'y autorise que pour une personne et de façon temporaire.

L

Pouvez-vous (si ce n'est déjà fait) obtenir le montage complet du dossier de la société ECOMOUV qui devait gérer les portiques destinés à l'ECOTAX moyennant un prélèvement (rétrocession ?) important sur la taxe.

M

Pourquoi ne pas remettre au goût du jour, dans les écoles primaires, la leçon de morale illustrée de courtes histoires faisant découvrir le sens exact de la liberté, de l'égalité et de la fraternité ? Dix minutes suffisent par leçon.